



HAL
open science

Une internationalisation contrariée. Écrivains algériens exilés en France pendant la décennie noire

Tristan Leperlier

► **To cite this version:**

Tristan Leperlier. Une internationalisation contrariée. Écrivains algériens exilés en France pendant la décennie noire. *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations*, 2023, N°23 (1), pp.145 - 166. 10.3917/mond1.223.0145 . hal-04381071

HAL Id: hal-04381071

<https://hal.science/hal-04381071>

Submitted on 8 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une internationalisation contrariée. Écrivains algériens exilés en France pendant la décennie noire

Tristan Leperlier

Monde(s) 2023/1 (N° 23), pages 145 à 166

Numéro « Exils, musique et littérature », dirigé par Anaïs Fléchet et Antoine Marès.

10.3917/mond1.223.0145

Abstract A Thwarted Internationalization: Algerian Writers Exiled in France During the Black Decade Exile, the internationalization of cultural goods, and international recognition are articulated in a dialectical, and not a linear, way, as demonstrated by the case of Algerian writers exiled in France during the civil war of the 1990s. Despite their visibility in the media, they did not achieve lasting literary recognition in France; but they paved the way for greater recognition of other Algerian writers less associated with this political crisis.

Keywords: Exile – Literature – Canon – Algeria – France.

Résumé Exil des personnes, internationalisation des biens culturels et reconnaissance internationale ne s'articulent pas de manière linéaire mais dialectique, comme le montre le cas des écrivains algériens exilés en France pendant la guerre civile des années 1990. Si, malgré leur visibilité politique et médiatique, ils n'ont pas accédé à une reconnaissance littéraire durable en France, ils ont cependant ouvert la voie à celle d'autres écrivains algériens moins associés à cette crise politique.

Mots-clefs : exil – littérature – canon – Algérie – France. 146

Exil des personnes, internationalisation des biens culturels et reconnaissance internationale ne sont pas des phénomènes contigus. Rompant avec le nationalisme méthodologique¹, les études sur les transferts des biens culturels² inspirées par la théorie des champs de Bourdieu³ se sont attachées à replacer ces enjeux dans un espace international qui, à l'image du système-monde développé par Wallerstein⁴, est structuré par des hiérarchies internes sous ses dehors de République mondiale des lettres⁵. Les espaces littéraires nationaux périphériques peuvent ainsi être considérés comme des champs transnationaux, structurés par une opposition entre un pôle national et un pôle international tourné vers les capitales mondiales de la littérature⁶. Cette situation est d'autant plus vraie au sein des grandes aires linguistiques internationales⁷. Dispensés de la médiation des agents et des traducteurs⁸, les écrivains originaires des périphéries de ces aires linguistiques appartiennent à un double espace littéraire. Qu'ils publient localement ou au centre de l'aire linguistique, ils écrivent des « oeuvres Janus⁹ » qui s'adressent toujours à la fois à un lectorat local et international. À l'image des émigrés qui vivent une « double absence¹⁰ », matérielle et identitaire, entre le pays d'origine et le pays d'accueil, les écrivains les plus internationalisés (qui ne sont pas toujours émigrés) expérimentent une « double absence littéraire » caractérisée par une intégration ambiguë au champ littéraire d'accueil, mais aussi par un rejet, teinté d'envie, par le pôle national de leur champ littéraire d'origine au nom de l'« authenticité ». La reconnaissance obtenue à l'international doit donc être interrogée dans la complexité de ses formes et de ses effets retours. L'articulation entre la circulation des oeuvres et celle des personnes, entre la reconnaissance littéraire et les constructions identitaires, notamment raciales¹¹, a été étudiée par des théoriciens du postcolonial¹², mais peu avec les outils des sciences sociales¹³. Plus rarement encore cette sociologie a été articulée à des problématiques politiques¹⁴, en particulier de crise politique¹⁵, qui sont à l'origine des situations d'exil¹⁶. Or la situation d'exil politique des écrivains est un prisme pour observer les processus dialectiques d'internationalisation et de nationalisation des littératures, de consécration et de relégation, d'hybridation et d'assignation identitaire.

Cet article est centré sur le cas des écrivains algériens exilés en France pendant la décennie noire des années 1990. Dans quelle mesure l'exil, malgré la violence qui le précède et l'accompagne, peut-il accroître la reconnaissance littéraire internationale des écrivains ? Ces enjeux sont compliqués du fait que les écrivains sont ici reçus dans l'ancienne métropole coloniale, qui reste marquée par cette expérience¹⁷, et où se réélaborent des mémoires de la colonisation et de la guerre d'indépendance¹⁸. L'article est issu d'une recherche de grande ampleur mobilisant des analyses statistiques (une base de données prosopographique de 174 écrivains, une base de données bibliographique de près de 2 000 titres), 80 entretiens semi-directifs en français et en arabe, les archives de cinq institutions, la lecture extensive de la presse et d'une centaine d'oeuvres littéraires¹⁹. 148

La guerre civile²⁰ a opposé en particulier groupes djihadistes et forces de sécurité régulières. Après une « expérience démocratique²¹ » entre 1988 et 1991, l'Algérie a « basculé » en 1991-1992 dans une guerre dont elle n'est sortie, lentement, qu'à la fin de la décennie²². Cette guerre a souvent été présentée comme visant spécifiquement les intellectuels²³. Elle a conduit en tout cas un quart des écrivains algériens menacés par les islamistes à s'exiler, très majoritairement en France²⁴. On y trouve alors un tiers de tous les écrivains algériens et deux tiers de l'ensemble de leurs publications (toutes langues confondues). Toutefois, la littérature algérienne publiée en France n'est pas uniquement celle d'écrivains exilés, dans la mesure où la publication dans l'ancienne métropole coloniale est un phénomène courant au sein de l'aire linguistique francophone²⁵. Si cette littérature est presque exclusivement francophone, en outre, les écrivains passent parfois de l'arabe au français. Cette très forte internationalisation a installé les auteurs dans le paysage éditorial français et international. Néanmoins, en raison du contexte politique, cette littérature a été « nationalisée » comme algérienne, tant de la part des écrivains qui se veulent toujours « témoins » de la guerre malgré l'exil que de la part des importateurs français qui trouvent dans leurs oeuvres un intérêt d'abord documentaire, rendant difficile leur consécration comme littérature « universelle ». Cette période a néanmoins permis d'engager une réflexion identitaire plus inclusive, côté algérien mais également français : par ces exils et ses publications en France, ce sont les relations postcoloniales franco-algériennes qui ont été affectées. Si les exilés de la guerre civile apparaissent comme une génération sacrifiée, ils ont préparé le terrain pour une meilleure reconnaissance en France, à moyen terme, d'écrivains algériens soit plus anciens, soit arrivés plus tardivement sur la scène littéraire. 149

Exilés algériens et littérature algérienne en France : de l'offre à la demande

L'internationalisation des écrivains algériens par l'exil dans l'ancienne métropole coloniale et l'internationalisation de la littérature algérienne ne sont pas des phénomènes parfaitement congruents, puisque certains écrivains non-exilés obtiennent également de publier en France.

Violence et opportunité de l'exil

La vague d'émigration des années 1990 s'inscrit dans une séquence plus longue, qualifiée par certains de « fuite des cerveaux²⁶ », initiée dans les années 1980²⁷. Myriam Hachimi-Alaoui parle ainsi d'un « quatrième âge²⁸ » de l'émigration algérienne, qui fait suite aux trois phases de migrations populaires distinguées par Abdelmalek Sayad²⁹. Entre 1992 et 1996, ce seraient 400 000 cadres (soit 1,5 % de la population totale) qui auraient quitté le pays, en particulier pour la France et le Canada³⁰. À tel point que, selon Isabelle Werenfels, « à la fin des années 1990, la représentation populaire des élites en Algérie était qu'on les trouvait plus à Paris qu'à Alger³¹ ».

Par-delà l'extrême violence de la situation et le déclassé socioprofessionnel, l'exil a pu être l'occasion pour certains intellectuels de concrétiser une vocation littéraire, en suspendant les contraintes professionnelles, militantes ou familiales qui l'avaient empêchée jusque-là. « La littérature, c'est du temps devant soi³² » nous expliquait un journaliste poète. Le changement est plus radical encore chez les exilés plus âgés, pour lesquels la migration peut être l'occasion d'une reconversion professionnelle. Ainsi, quand seulement un quart des primo-publiants francophones

avait plus de 40 ans dans les années 1980, c'est la moitié d'entre eux qui est dans cette situation pendant la décennie suivante. Plusieurs journalistes se sont ainsi reconvertis dans la littérature. Sadek Aïssat, né en 1950, explique que c'est la rupture professionnelle lors de son arrivée en France en 1991 (« je n'étais plus 150 journaliste ») et la frustration de ne plus pouvoir écrire de reportages qui expliquent son passage au roman³³. Journaliste bilingue, issu d'un milieu modeste, très ancré à Alger, Sadek Aïssat représente un nouveau type d'écrivain exilé en France. Jusqu'alors, le modèle le plus courant était celui d'une femme francophone issue de l'élite sociale, restée en France après y avoir fait des études supérieures, comme Malika Mokeddem.

Paradoxalement, la situation de crise a pu offrir une opportunité aux écrivains algériens. Le capital social, qui augmente fortement la probabilité de publier dans les maisons d'édition prestigieuses, est renforcé par la proximité géographique avec les éditeurs. Les envois « par la poste » qui trouvent preneur dans une maison d'édition étrangère d'importance sont rares³⁴, à quelques exceptions près, comme celle de Boualem Sansal chez Gallimard. Pour autant les exilés publient moins dans les très grandes maisons d'édition française que les écrivains déjà installés sur place. Par ailleurs, les publications des Algériens en France ne sont pas seulement le fait des exilés, mais encore des écrivains restés en Algérie.

De l'offre algérienne à la demande française

Si la guerre civile a entièrement déstructuré l'édition algérienne, elle a en particulier affecté la production littéraire en langue française. De 30 nouveautés en 1993, celle-ci chute à trois titres en 1996, contre 41 publications de langue arabe. À cette date, elle est même dépassée par la production en tamazight (cinq titres). Cet effondrement ne s'explique pas uniquement par la crise politique : la liquidation de l'Entreprise nationale algérienne du livre (ENAL), qui exerçait un monopole de fait sur l'édition en Algérie jusqu'à la fin des années 1980, s'explique par des coupes budgétaires qui ne sont pas une conséquence directe de la guerre civile. Mais, tandis que la littérature de langue arabe a bénéficié du développement de maisons d'édition privées, proches pour certaines de la mouvance islamiste (Ibdâa) ou peu hostiles à celle-ci (El-Djahidhia), qui ont pris le relais de l'ENAL, la littérature de langue française est privée de ses principaux soutiens. L'éditeur de gauche Bouchène est contraint de s'exiler en France après des menaces ; les éditions Laphomic cessent leurs activités du fait du contexte sécuritaire.

Au-delà de la crise économique, qui touche l'ensemble du champ littéraire, de la question politique et sécuritaire, qui frappe un peu moins les arabisants du fait de la proximité d'une minorité d'entre eux avec le mouvement islamiste, la chute de la production de langue française en Algérie s'explique aussi par la très grande facilité de publication en France (hors grandes maisons d'édition), qui offre une solution rapide de repli. L'édition française fait partie de l'espace des possibles des écrivains francophones depuis l'époque coloniale : elle est perçue comme une extension du domaine algérien. Avant la crise, au moins un tiers des écrits francophones sont publiés dans l'ancienne métropole : pendant la crise, c'est jusqu'à 95 % d'entre eux. Au plus fort de la guerre, entre 1993 et 1997, les courbes de l'édition francophone en Algérie et en France se sont ainsi inversées, comme par un effet de vases communicants. La délocalisation littéraire des écrits algériens en France se mesure à la part croissante que prend L'Harmattan dans la période, passant de 7 % à 18 % de l'ensemble de la production algérienne de langue française entre 1992 et 1995, ce qui fait de cette maison d'édition, fonctionnant principalement à compte d'auteur, le principal éditeur des écrivains algériens dans les années 1990. À partir de 1995-1996, l'ensemble des maisons d'édition françaises se met à publier des écrivains algériens : l'offre de littérature algérienne est alors relayée par une demande française. Tandis que la production littéraire de langue française s'effondre en Algérie, elle est multipliée par trois en France, passant d'une vingtaine de titres par an à une soixantaine, à tel point que l'écrivain et éditeur Aïssa Khelladi écrit : « Poésie, nouvelles, théâtre, essais, signés par des Algériens font désormais partie du paysage éditorial français³⁵. » Plus largement, la guerre a entraîné une internationalisation de la littérature algérienne au-delà de la France. Par exemple, le nombre des

traductions des romans de Rachid Boudjedra depuis le français a été multiplié par trois entre les années 1980 et 1990.

L'évolution de la « question algérienne » en France

On constate donc un véritable intérêt médiatique et éditorial français pour l'Algérie dans la France des années 1990. Cette « question algérienne » recouvre trois aspects qui se cumulent dans le temps : mémoire, solidarité et affaires françaises.

Dans un premier temps, la violence de la répression des émeutes populaires d'octobre 1988 (qui ont conduit à la fin du régime de parti unique) a bousculé une perception linéaire de l'histoire de l'Algérie, et mis à mal chez les anciens partisans français de l'indépendance l'idée d'un FLN progressiste et en voie de libéralisation. En même temps que les mobilisations autour de la reconnaissance des violences policières françaises lors du 17 octobre 1961³⁶, 1988 a contribué à un intérêt renouvelé pour 152 Tristan Leperlier l'Algérie et la réélaboration d'une mémoire française de l'Algérie, mémoire qui demeurait « enkystée³⁷ » jusque-là malgré le « flot [...] ininterrompu³⁸ » des publications depuis 1962. Sont alors particulièrement concernés les hommes et les femmes ayant un lien biographique avec l'Algérie (Européens ou Maghrébins nés en Algérie³⁹), un lien militaire ou militant pendant la guerre, marqués par ce que Paul Thibaud appelle l'« effet Algérie⁴⁰ », ou enfin un lien forgé dans le cadre de la coopération culturelle et technique dans les années 1970.

Dès les premiers assassinats d'intellectuels en 1993, ces personnes lancent une campagne prônant la « solidarité française » envers l'Algérie, comme le montre la composition des comités et associations de solidarité tels que le Comité international de soutien aux intellectuels algériens (CISIA) et le Parlement international des écrivains (PIE), ou encore de la revue *Algérie Littérature/Action* fondée à Paris en 1996. Hélène Cixous (née à Oran) participe ainsi avec Jacques Derrida (né à Alger) au PIE en 1993. En 1997, elle écrit un texte évoquant une forme de « résilience » à propos de son enfance algérienne, où elle propose le néologisme d'« Algérianité⁴¹ ». « Je me suis mise à écrire ça et là, depuis que les démocrates algériens ont commencé à venir en France pour s'abriter, et depuis qu'eux-mêmes m'ont parlé et me l'ont demandé⁴² ».

Le dernier moment ouvre la question algérienne à l'ensemble de la population : la guerre civile algérienne devient une « affaire française⁴³ » lorsque le terrorisme est importé en France, avec la prise d'otage d'un vol Air France à Marseille à Noël 1994, puis l'attentat à la station de métro Saint-Michel à Paris le 25 juillet 1995. Parallèlement aux enjeux mémoriels qui s'intensifient alors sur la période coloniale et la guerre d'Algérie, se développent des enjeux sécuritaires associés aux « affaires du foulard », à l'islam et à l'immigration, et le vote des lois dites Pasqua- Debré lors des différents gouvernements de droite (1986-1997).

Une bipolarisation

La crise conduit à une bipolarisation du champ littéraire algérien, tout à la fois 153 géographique, linguistique et politique : au cœur de la crise, les écrivains anti-islamistes publiaient en français en France, où ils étaient accueillis et sollicités ; et seuls continuaient à publier en Algérie des écrivains arabophones moins hostiles aux islamistes. La bipolarisation est également générique. À cette occasion, au contact du marché français, la part du roman dans la littérature algérienne de langue française devient dominante, tandis que, pour des raisons majoritairement économiques, le roman disparaît presque entièrement en Algérie chez les écrivains de langue arabe, au profit des genres courts : la poésie reprend sa place traditionnellement centrale dans le sous-champ de langue arabe.

Cependant cette bipolarisation ne doit pas amener à souscrire à l'idée d'une guerre de civilisation qui aurait opposé francophones laïcs exilés en France et arabophones islamistes dominant l'Algérie⁴⁴. La guerre civile n'est pas une guerre des langues (la langue d'écriture n'est pas un facteur explicatif des prises de position politique des écrivains), même si elle l'est en partie devenue à la suite de cette bipolarisation⁴⁵. Les écrivains exilés sont moins marqués linguistiquement que politiquement : ce ne sont pas tant les écrivains francophones que les anti-islamistes radicaux (donc aussi des arabophones) qui s'exilent. Plusieurs auteurs arabophones, contraints de s'exiler en France, en viennent à écrire

directement en français à l'image de Waciny Laredj ou Amin Zaoui. D'autres écrivains arabophones antiislamistes radicaux, sans s'exiler, choisissent également de publier directement en France et en français. À l'inverse, les exils et les publications des écrivains algériens dans le reste du monde arabe sont extrêmement faibles pendant cette période.

Une littérature politisée et nationalisée

Tout en favorisant l'internationalisation des écrivains algériens, la guerre civile et l'exil ont aussi contribué à une « nationalisation » de la littérature algérienne en France. En effet, c'est d'abord sous l'angle politique que les oeuvres des écrivains algériens sont reçues – en lien avec les questions relatives à la guerre civile, mais également la colonisation et l'islam.

Il s'agit là d'une conséquence directe de l'engagement politique des écrivains, mais également de l'arrimage croissant de l'édition française à l'actualité médiatique dans un contexte de consolidation de l'industrie du livre dans les années 1990⁴⁶. 154 Au sein du champ littéraire algérien comme dans les cercles scientifiques et médiatiques intéressés par la littérature algérienne en France, on a critiqué l'« ethnocentrisme » de cette réception qui serait « plus documentaire que littéraire⁴⁷ ». Surtout, l'édition française a été accusée de modifier le contenu des textes pour les rendre conformes aux attentes postulées du public hexagonal. Le préfacier français de *L'Insurrection des sauterelles* de Hassan Bouabdellah évoque une « machine éditoriale à mouliner les auteurs⁴⁸ ». S'il est probablement plus fort dans une telle situation de réception d'écrivains postcoloniaux dans l'ancienne métropole, l'ethnocentrisme est un phénomène que l'on retrouve dans d'autres cas de réception de littératures périphériques dans des espaces centraux⁴⁹. Sans être dénués de fondement, ces jugements méritent cependant d'être relativisés.

Le paradoxe de l'écrivain témoin

Paradoxalement, même parmi les écrivains exilés, la thématique de l'exil est absente des oeuvres. Sans avoir jamais été quantitativement importante, la figure de l'exilé, issu d'un milieu populaire, a été traitée par les plus grands écrivains algériens, comme Rachid Boudjedra dans *Topographie idéale* pour une agression caractérisée en 1975 ou Mohammed Dib dans *Habel* en 1977. *L'Année des chiens* de Sadek Aïssat (1996), qui consacre sa dernière partie à l'exil parisien d'un personnage intellectuel, est un hapax dans la période. La revue *Algérie Littérature/ Action* (ALA) insiste sur le fait qu'elle n'est pas une « revue d'exil⁵⁰ ». Au contraire, un ethos du témoin⁵¹ se développe pendant cette période : même en exil, les écrivains algériens se disent « témoins » de la guerre qui frappe leur pays. Historiquement, l'acte de témoignage est en Algérie l'expression d'un contre-discours subalterne face à l'hégémonie culturelle des Européens pendant la colonisation, puis dans le contexte des luttes féministes. On peut distinguer quatre facteurs ayant favorisé la résurgence de cette problématique dans les années 1990, autour des notions d'engagement et de la promotion d'un savoir tout à la fois intime et autochtone des écrivains. 155

Premièrement, l'ethos du témoin permet d'exorciser la violence de l'exil, de rejeter l'idée d'une victoire des islamistes et de revendiquer la continuité des combats malgré l'éloignement. Cela est d'autant plus vrai que les intellectuels francophones refusent d'être assimilés au « Parti de la France », Hizb Fransa, du fait de leur langue d'expression et désormais de leur lieu d'exil, comme le font les islamistes et certains nationalistes arabophones. Le témoin est donc d'abord un « témoin d'actualité » : engagé, quoique absent, ici et maintenant. L'engagement peut être clairement polémique, comme dans *La Malédiction* de Rachid Mimouni (1995) ou *Au commencement était la mer* de Maïssa Bey (1996), ou exprimé en sourdine dans l'évocation du passé, d'une mémoire menacée de disparition par l'exil ou par l'éradication systématique d'une certaine conception de l'Algérie par les islamistes. Cette crainte de l'effacement est portée par un sentiment d'« urgences⁵² » ; une notion utilisée jusqu'alors pour évoquer la nécessité de conserver les témoignages de la guerre d'indépendance et, plus largement, pour sauver les mémoires populaires frappées par la violence de l'acculturation coloniale. Ces « témoins de l'invisible », comme Assia Djebar dans *Le Blanc de l'Algérie*, faisant parler les morts

et les sans-voix, engagés pour la promesse d'un futur antérieur, font bel et bien partie de « l'ère du témoin⁵³ » qui donnait alors des oeuvres telles que *Dora Bruder* de Patrick Modiano. Le témoignage permet de renouveler la problématique de l'engagement, en remplaçant le savoir de surplomb par le savoir d'un narrateur « impliqué⁵⁴ ».

Deuxièmement, cet ethos permet aux écrivains de répondre à la concurrence transnationale sur le monopole du savoir sur l'Algérie. La légitimité des écrivains algériens à s'exprimer sur ce sujet est alors vivement remise en cause, en particulier en France, par des journalistes et chercheurs en sciences sociales algériens et français. L'opposition entre « intellectuel généraliste⁵⁵ », *tutto logo* comme avait pu l'incarner Sartre, et l'« intellectuel spécifique », expert du domaine sur lequel il s'exprime, tel que l'avait défini Foucault⁵⁶, s'appuie sur une opposition politique entre anti-islamistes ¹⁵⁶ radicaux (appelés souvent péjorativement « éradicateurs ») d'une part et anti-islamistes dialoguistes d'autre part, les seconds rejetant la solution sécuritaire d'un régime militaire qu'ils considèrent comme corrompu et sans respect pour les droits humains, et promeuvent la solution d'un dialogue politique avec les islamistes. Face à des écrivains anti-islamistes radicaux comme Rachid Boudjedra ou Rachid Mimouni, très valorisés par les grands médias français, des intellectuels anti-islamistes dialoguistes se rassemblent autour des éditions de La Découverte. Dans ce contexte, l'éthos du témoin renouvelle la légitimité des écrivains à être ambassadeurs de l'image de l'Algérie, en leur donnant une autorité fondée sur un savoir intime, inscrit dans leur chair, et non un savoir abstrait, extérieur, qui caractériserait celui des journalistes et chercheurs en sciences sociales. Dans une lettre adressée à la revue ALA, un lecteur écrit qu'il est « bien plus alerté par une bouleversante fiction que par le rôle des médias français et leur vision décalée de l'Algérie⁵⁷ ». La concurrence entre journalisme et littérature se construit de manière dialectique, entre influence et distinction. Journaliste politique anti-islamiste contraint de s'exiler en France, Aïssa Khelladi publie sous pseudonyme le roman *Peurs et Mensonges* dans la revue ALA, qu'il coédite, en 1996. Interrogeant les limites de l'autofiction et du témoignage au travers d'un journaliste peu fiable (« mensonge »), il centre son propos sur un vécu de « peur », de lâcheté et de culpabilité.

Troisièmement, la féminisation du champ littéraire a un impact important sur le développement du témoignage, dans la mesure où l'une des modalités fortes de l'engagement politique des écrivaines passe par une écriture de l'intime⁵⁸. Par ailleurs, à la suite de la réforme du code de la famille de 1984, dans un sens très réactionnaire, les ateliers d'écriture de témoignage se sont multipliés afin de faire entendre les voix des femmes désormais minorisées légalement. Cette féminisation est essentiellement liée aux progrès de la scolarisation, mais également à une demande éditoriale française : la critique Christiane Chauvet-Achour estime ainsi que « chaque maison d'édition a sa femme algérienne, ou la recherche⁵⁹ » à partir de 1994. Hafsa Zinaï Koudil, Leïla Marouane ou Maïssa Bey commencent à publier à cette période.

Quatrièmement, la mise en avant de cet ethos permet de contrecarrer les critiques portant sur le manque d'« authenticité » des écrivains publiant à l'étranger. Le champ littéraire algérien, comme tous les espaces littéraires périphériques, est un champ ¹⁵⁷ transnational, structuré principalement par l'opposition entre un pôle national et un pôle international⁶⁰. Tandis que le pôle national est davantage hétéronome, plus souvent soumis aux injonctions du pouvoir politique et des forces religieuses, le pôle international (centré à Paris pour les francophones, à Beyrouth et au Caire pour les arabophones) défend davantage la liberté de création telle qu'elle se pratique dans les capitales de la République mondiale des lettres ; mais à l'inverse il est plus soumis aux contraintes du marché, en particulier dans le contexte de concentration et de rationalisation de l'industrie éditoriale en France et dans le monde depuis les années 1980-1990, et donc de renforcement de son pôle de grande production favorisant des cycles courts de publications⁶¹. Le pôle national du champ conteste ainsi l'« authenticité » et dénonce l'« aliénation » de la littérature publiée à l'international, accusée d'être soumise, sur le plan économique et politique, au lectorat étranger. C'est ainsi que le journaliste Kamel Daoud, qui n'avait pas encore publié et rencontré le succès international qu'on lui connaît aujourd'hui, écrivait en 1997, dans un article intitulé « L'identité en spectacle », que la littérature algérienne publiée en France avait « fini dans la dénaturación », devenant une « véritable mise en scène

perpétuelle de soi-même et de son propre drame, simplifiés et vulgarisés pour la consommation de l'autre ». Et de conclure : « Il ne peut y avoir de culture algérienne en exil en vérité⁶². » Les efforts des écrivains algériens exilés pour prouver leur « authenticité » par le biais d'un ethos du témoin sont demeurés en grande partie vains, car la critique venant du pôle national du champ s'est renforcée jusqu'à faire de la « littérature de témoignage [et] de l'urgence » [...] « rien d'autre qu'une réponse à une demande⁶³ ». Ainsi Maïssa Bey, qui écrivait encore en 1998, « voici des nouvelles d'Algérie écrites dans l'urgence de dire, dans la volonté de témoigner⁶⁴ », regrettait l'étiquette de témoin lors de notre entretien en 2012 : Et de combien, combien, combien de rencontres littéraires [...] je suis sortie avec un sentiment terrible, une amertume terrible, en me disant [...] « je ne suis pas venue parler de littérature, mais de politique » [...] je n'étais considérée que comme un témoin⁶⁵. 158

L'engagement national et la crainte du ghetto

La guerre civile provoque ainsi une forte auto-identification nationale des écrivains algériens. Outre l'inquiétude manifestée face à la situation politique du pays, le sentiment de « honte » et le souci d'inverser le stigmate sont maintes fois exprimés devant la dégradation de l'image internationale de l'Algérie. Mohammed Dib qui vit en France depuis les années 1960 en témoigne : « Inconsciemment ou non, les assassins nous font endosser cette responsabilité, et cela nous rend malheureux et honteux d'être algériens⁶⁶. » Cette auto-identification peut à l'inverse servir de marqueur promotionnel. C'est la stratégie de la revue ALA, qui entend faire découvrir la « nouvelle littérature algérienne⁶⁷ ». Louis Gardel, éditeur au Seuil, met toutefois en garde : « Il est parfois dangereux de regrouper des écrivains par nationalité⁶⁸ », au risque de contribuer à les « ghettoïser⁶⁹ ». En 2004, alors que la guerre civile est finie, Anouar Benmalek refuse toute assignation identitaire : Je ne suis pas un écrivain algérien. Je suis écrivain et algérien. Je revendique mon enracinement en Algérie ainsi que mon droit à l'universalité. Le terme écrivain algérien a une espèce de connotation ethnique⁷⁰. Comme les écrivains d'autres « littératures identitaires⁷¹ », fondées sur une appartenance sociale, politique ou encore nationale, les écrivains algériens sont généralement conscients des effets paradoxaux de cet étiquetage et en jouent plus ou moins habilement. La marge de manoeuvre est étroite entre, d'une part, l'opportunité d'entrée sur le marché français par le biais d'une niche et la promotion d'une identité nationale importante pour eux d'un point de vue politique⁷² ; et, d'autre part, la crainte de l'assignation à un « ghetto ». Cette forte auto-identification contribue à une utilisation plus fréquente de la catégorie « littérature algérienne » en France, centrée sur des enjeux politiques, au détriment de la catégorie régionale de « littérature maghrébine », fondée sur une appréhension plus culturelle, qui dominait jusqu'alors⁷³. 159

Une édition et réception françaises ethnocentristes ?

La très forte médiatisation de la guerre civile a donc élargi et politisé la réception des écrivains algériens en France. Alors qu'elle se situait majoritairement à gauche depuis la guerre d'indépendance, la réception critique des écrivains algériens s'élargit vers la droite au cours des années 1990. Le transfert des débats algériens en France conduit à une confusion des enjeux politiques, ce que Bourdieu appelle un « malentendu structural⁷⁴ ». Ces malentendus sont d'autant plus forts que la mémoire de l'Algérie reste active dans l'ancienne métropole coloniale : à droite, la guerre civile signe ainsi l'échec de l'indépendance algérienne. L'anti-islamisme des écrivains algériens (qu'ils soient de la gauche communiste ou libérale) est réinterprété dans un contexte français où l'islam n'est ni religion d'État ni majoritaire, et où l'extrême droite n'est pas islamiste, mais de plus en plus marquée par l'islamophobie. Les écrivains algériens comme Rachid Boudjedra, Rachid Mimouni ou Malika Mokeddem sont ainsi fortement héroïsés comme des « Voltaire d'Alger », au point de devenir ce que Vincent Geisser appelle des « intellectuels musulmans alibi⁷⁵ ». Sollicités par les médias français pour des interviews, les écrivains exilés ou de passage en France jouent plus ou moins consciemment et heureusement de cette récupération politique, en particulier quand ils prennent position sur des questions locales, en tenant des propos alarmistes sur la progression de l'islamisme en France⁷⁶.

L'élargissement de la réception critique des écrivains algériens apparaît comme une conséquence directe de cette politisation. La réception de *Timimoun* de Rachid Boudjedra, sorti chez Denoël en 1994, est cinq fois plus importante que celle consacrée au *Désordre des choses* publié en 1991. Or, sur les 56 articles parus dans la presse française, les trois quarts s'intéressent uniquement au contenu politique du roman ou s'en servent comme un prétexte pour évoquer la situation en Algérie. On compte tout de même une dizaine d'articles strictement littéraires, soit autant que pour *Le Désordre des choses* publié en 1991, ou pour ses romans publiés après la guerre. Pour cet écrivain déjà reconnu, la crise politique a ainsi créé une bulle médiatique diversifiant sa réception, mais sans effet majeur, positif ou négatif, sur sa réception littéraire à plus long terme. La réduction au politique a en revanche été beaucoup plus poussée pour les nouveaux venus sur la scène française, qui n'apportaient pas les mêmes gages stylistiques et éditoriaux de littérarité que Rachid Boudjedra. La réception littéraire n'a pas disparu, mais elle a été comme assourdie par le développement considérable d'une réception politique.

Tout en s'étant fortement politisée, la réception française des écrivains algériens ne peut être réduite à cette dimension politique. De même, l'édition française ne saurait être présentée uniquement sous l'angle ethnocentriste⁷⁷. Malgré le renforcement accéléré du pôle de grande production de l'édition française, un pôle de production restreinte se maintient, de manière toujours plus engagée⁷⁸.

Au sein du pôle de grande production, les éditeurs ont pu jouer un rôle très actif dans la « fabrication » de la littérature algérienne. C'est le cas de *Vivre traquée* de Malika Boussof, publié chez Calmann-Lévy en 1995. Née en 1954, cette journaliste francophone, menacée de mort pour ses prises de position radicalement anti-islamistes, est approchée par une éditrice de Calmann-Lévy à la suite d'une manifestation de soutien aux intellectuels algériens. Elle accepte d'écrire un livre dans le prolongement de son travail de journaliste politique, qu'en entretien elle nomme « essai⁷⁹ ». Toutefois le statut générique du texte est l'objet d'une négociation avec son éditrice, qui lui demande d'ajouter des « flashes » autobiographiques pour faire de l'ouvrage un « témoignage » plus « vendable », selon l'autrice.

Cependant, le pôle de grande production n'est pas celui qui profite le plus de l'augmentation du nombre de titres d'écrivains algériens. Au contraire, les petites maisons d'édition passent de 45 à 62 % du total des publications algériennes en France. Les deux plus grands éditeurs des écrivains algériens de la période sont d'ailleurs peu suspects d'intervenir sur le contenu du texte. Un cinquième des livres publiés en France le sont chez L'Harmattan, dont le travail éditorial est généralement minime ; et la revue *Algérie Littérature/Action* devient rapidement le deuxième éditeur des écrivains algériens. Cette dernière se proposait d'ouvrir à la littérature « un lieu autonome, loin des pressions économiques et idéologiques », se référant par là à la situation algérienne (idéologique) mais aussi française (économique). Elle y parvint grâce au militantisme bénévole de ses collaborateurs et aux subventions publiques françaises. Le cas des éditions du Seuil est intermédiaire. Elles cherchent à garder leur rang de maison littéraire exigeante, tout en évitant de prendre trop de risques commerciaux. Rompant avec le volontarisme politique des années 1950 et de la collection « Méditerranée » dirigée par l'écrivain pied-noir Emmanuel Roblès⁸⁰, Le Seuil ne publie aucun nouvel auteur algérien dans les années 1990 qui n'ait auparavant fait ses preuves chez un autre éditeur. En 1996, l'éditeur Louis Gardel avouait que Le Seuil faisait partie des « éditeurs installés, parfois frileux⁸¹ », qui ne peuvent se permettre de tout publier, et se réjouissait donc de l'apparition de la revue ALA comme « laboratoire » pour permettre aux maisons d'éditions de « repérer les auteurs ». Les archives des notes de lecture montrent que le recrutement de nouveaux écrivains algériens se fonde sur un équilibre entre arguments économiques et littéraires (continuer à avoir des écrivains « classiques » maghrébins).

Portée par des enjeux politiques, l'internationalisation de la littérature algérienne est donc allée de pair avec sa nationalisation symbolique, notamment pour les écrivains exilés pendant la guerre civile. Certains auteurs cependant, déjà publiés en France avant la guerre, ont pu conserver une reconnaissance plus spécifiquement littéraire et partiellement dénationalisée, comme Mohammed Dib, qui reçoit le prix Mallarmé en 1998, et pressenti pour le prix Nobel l'année de sa mort en 2003.

Cette forte politisation de la littérature a conduit également les exilés à développer une réflexion mémorielle et identitaire.

Vers une nouvelle mémoire algéro-française : une reconnaissance décalée

Du point de vue idéologique, un discours mémoriel inclusif, réhabilitant la mémoire pied-noir, s'est développé en France à l'occasion des rencontres et des actes de solidarité envers les intellectuels algériens. À moyen terme, les canons littéraires français et algériens en ont été partiellement modifiés.

Une mémoire andalouse de la colonisation française

La définition de la littérature algérienne avait été l'objet de luttes intenses au sein du milieu littéraire des Européens d'Algérie, puis pendant la guerre d'indépendance⁸². Nationalisée, c'est-à-dire coupée de la littérature française, elle avait été également largement ethnicisée, reprenant les lignes 162 de démarcation raciales de la colonisation. Ainsi dans un consensus large de part et d'autre de la Méditerranée, Camus avait été « rapatrié », devenant uniquement écrivain français, tandis que Mohammed Dib, qui, quoique nationaliste, partageait avec ce dernier une définition avant tout linguistique de la littérature française, était algérianisé. Nationalisée, ethnicisée, la littérature algérienne fut aussi arabisée à partir des années 1970, du moins au sein des institutions nationales algériennes. Certains écrivains de langue française, qui avaient déjà rejeté cette tentative d'arabisation forcée dans les années 1980, en vinrent à refuser, en exil, l'ethnicisation de la littérature algérienne et à revendiquer Camus comme un auteur algérien. L'enjeu est à la fois politique, puisqu'il s'agit de rejeter la fermeture de la littérature algérienne sur une identité arabo-musulmane, et littéraire, Camus étant un exemple d'Algérien universalisé par le prix Nobel.

Or Camus fait à nouveau l'actualité littéraire en France, avec la parution posthume du Premier Homme en 1994⁸³, roman inachevé à sa mort en 1960, dont les enjeux éthiques et littéraires apparaissent pleinement contemporains. Il s'agit d'un récit de filiation, et d'une évocation du petit peuple des Européens d'Algérie alors en train de disparaître. Interrogé par ALA, l'écrivain exilé Aziz Chouaki affirme, à propos de Camus et de l'écrivaine Isabelle Eberhardt, qui a vécu en Algérie au tournant du xx^e siècle : « Je revendique simplement leur algérianité⁸⁴. » Dans le même numéro, la revue publie un entretien avec Saïd Areski⁸⁵, portant sur sa pièce de théâtre intitulée Au Café des deux rives, qui met en scène Kateb Yacine et Albert Camus. Par cette rencontre imaginaire, l'auteur cherche à opérer un transfert réciproque de légitimité : Kateb, considéré souvent comme le « père » de la littérature algérienne avec son roman Nedjma (Le Seuil, 1956), algérianise Camus ; celui-ci donne à la littérature algérienne par le biais de Kateb le caractère « universel » du Nobel.

Nombre d'écrivains algériens exilés en France s'identifient aux « pieds-noirs », qui multiplient les gestes de solidarité à leur égard : avec une triste ironie, l'écrivain exilé Anouar Benmalek parle de « pied-gris » pour évoquer l'exil de la « matière grise » algérienne⁸⁶. La revue ALA est ainsi parrainée par de prestigieux intellectuels algériens depuis longtemps exilés (Mohammed Dib, Assia Djebar), des pieds-noirs (Jacques Derrida, Jean Pélégri), et des « pied-rouges » 163 (anciens coopérants : Pierre Bourdieu, Étienne Balibar), et devient un pôle de rencontres avec les « pieds-gris ». Elle se veut le creuset d'une définition plurielle et inclusive de la littérature algérienne, comme y insiste sa page de présentation à chaque numéro : « Regard posé sur une Algérie d'aujourd'hui, d'hier, ou en devenir ; voix de celles et de ceux qui se reconnaissent comme Algériens de nationalité, de cœur ou d'esprit. L'Algérie, du dedans et du dehors, veut plus que jamais dire sa pluralité. » Elle se trouve alors en phase avec la valorisation du métissage dans les milieux de gauche français, de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » de 1983 à la France « Black-Blanc-Beur » de 1998⁸⁷.

Au sein de l'exil en France, de pair avec des écrivains pieds-noirs, s'élabore en outre un « mythe andalou⁸⁸ » ou plutôt une « mémoire andalouse » de l'Algérie coloniale. C'est le cas en particulier dans deux publications collectives de 1997, Une Enfance algérienne, dirigée par Leïla Sebbar chez Gallimard, et Algérie, un rêve de fraternité, édité par Guy Dugas chez Omnibus ; mais aussi dans la littérature des

écrivains algériens exilés en France, comme Yasmina Khadra ou Abdelkader Djemaï ; et plus largement encore chez les écrivains algériens publiant dans l'ancienne métropole, comme Boualem Sansal. Si les discriminations et les exactions ne sont jamais passées sous silence, il est tout à fait remarquable que le rejet de l'historiographie nationaliste, puis de la violence de la guerre civile, ait conduit à une réhabilitation partielle de la période coloniale, et une réintégration symbolique des Européens à l'histoire de l'Algérie. Comme dans le mythe andalou, constitué dans le monde arabo-musulman autour de cette région de la péninsule ibérique qui fut musulmane pendant huit siècles, fondant la nostalgie d'un âge et d'un pays perdus, cette mémoire « andalouse » de la période coloniale s'articule autour de quatre thèmes principaux : l'exil, le métissage culturel, la tolérance religieuse, le raffinement intellectuel⁸⁹.

Des canons nationaux peu modifiés

Ces débats ont affecté les discours officiels sur l'identité nationale. Cette définition inclusive de l'identité algérienne est 164 partiellement promue par Abdelaziz Bouteflika lors de son arrivée au pouvoir en 1999. Il a mis en oeuvre une politique parfois appelée « retour au français » et renforcé les relations avec la diplomatie culturelle française, à travers notamment l'organisation de « Djazaïr », l'année de l'Algérie en France en 2003. L'un de ses premiers actes symboliques a été l'ouverture d'une grande conférence sur Saint-Augustin, affirmant une identité nationale fondée sur des racines latines, européennes et chrétiennes – avant de progressivement reconnaître la langue berbère (tamazight) à la suite du Printemps noir en Kabylie en 2001. Cependant, le canon littéraire algérien officiel n'a encore que peu changé. Lors du 100^e anniversaire de la naissance de Camus et de l'écrivain Mouloud Feraoun en 2013, seul ce dernier a eu droit à une célébration officielle, en particulier lors du Salon international du livre d'Alger. Lors de ce salon, c'est ainsi une jeune maison d'édition privée, Barzakh, qui a organisé une rencontre autour de Camus avec Kamel Daoud, pour son Meursault contre-enquête (Barzakh), et Salim Bachi, auteur du Dernier Été d'un jeune homme (Gallimard), romans parus tous deux en 2013.

Côté français, la présence massive de la littérature algérienne n'a pas directement changé le canon littéraire, probablement en raison de l'identification nationale de cette littérature. Présents sur le marché français, les écrivains algériens exilés ne sont que peu entrés dans le champ littéraire français : jusqu'à présent, ils sont à peine mentionnés dans les études de la littérature française contemporaine. Les écrivains exilés des années 1990 apparaissent comme une génération sacrifiée : rares sont ceux qui continuent aujourd'hui à bénéficier d'une politique d'auteur chez un grand éditeur à l'instar de Yasmina Khadra, publié par Julliard depuis 1998, ou de Abdelkader Djemaï, chez Michalon et au Seuil depuis 2002. Après une décennie qui avait vu l'accroissement des publications d'écrivaines en France, Maïssa Bey est la seule femme qui continue aujourd'hui à être publiée par les petites éditions de l'Aube. Rare écrivaine exilée de la période à être toujours éditée, Leïla Marouane n'est pas parvenue, quant à elle, à se stabiliser dans une maison d'édition.

Tout se passe comme si les écrivains et écrivaines des années 1990 avaient ouvert la voie à la reconnaissance des écrivains plus âgés, et principalement à Kateb Yacine (1929-1989) et Assia Djebar (1936-2015⁹⁰). À l'occasion de l'« Année de l'Algérie en France », qui promeut officiellement la diversité culturelle et le métissage, l'oeuvre de Kateb Yacine entre à la Comédie française ; avant qu'il ne devienne en 2009 le premier écrivain maghrébin présenté au concours d'entrée à l'École normale supérieure de 165 Lyon⁹¹. Quant à Assia Djebar, c'est après avoir été reconnue aux États-Unis qu'elle est entrée en 2006 à l'Académie française. Les écrivains des années 1990 ont également ouvert la voie à des auteurs qui ont commencé à publier à la fin de la guerre civile. Ce n'est qu'alors que Gallimard a commencé à publier des écrivains algériens comme Boualem Sansal (1999) et Salim Bachi (2001). Boualem Sansal et Kamel Daoud (Barzakh/Actes Sud) sont parmi les écrivains algériens les plus reconnus aujourd'hui en France : ils ne se sont jamais exilés et vivent tous deux en Algérie, tout en se rendant régulièrement à Paris. Une part de leur reconnaissance actuelle tient à leur engagement sur les questions de l'islamisme et de l'islam qui sont au coeur du débat politique français ; mais aussi à leur traitement de l'époque coloniale. Avant que Kamel Daoud ne réécrive L'Étranger de Camus⁹², Boualem Sansal était entré chez Gallimard non seulement pour des raisons stylistiques («

rabélaisiennes ») mais aussi politiques. En entretien, son éditeur affirmait qu'il avait apprécié chez Sansal son refus d'une posture anticoloniale systématique, pour tirer à boulets rouges sur tous⁹³. Ainsi les écrivains algériens les plus reconnus aujourd'hui sont aussi les plus « français ». Quant à Yasmina Khadra, il est parvenu à devenir le seul auteur algérien de best-sellers en restant au plus près de l'actualité médiatique non pas algérienne, mais du monde arabo-musulman.

Croiser sociologie des migrations, sociologie politique et sociologie des biens symboliques permet ainsi d'éclairer le caractère discontinu de l'internationalisation : il n'y a pas de contiguïté, a fortiori de rapport de causalité, entre l'exil des écrivains et leur reconnaissance littéraire. À bien des égards, l'internationalisation des écrivains algériens a été « contrariée » pendant la guerre civile. Certes, malgré la violence de la situation, l'exil a pu constituer une opportunité de reconversion professionnelle vers la littérature et, pour quelques auteurs arabophones, vers la littérature en français : la présence à Paris a facilité l'accès aux maisons d'éditions et aux médias français. Rares sont pourtant les écrivains exilés pendant la période à avoir accédé à une reconnaissance littéraire importante et surtout durable. Le rapport entre exil et reconnaissance littéraire apparaît même inversé, puisque la migration politique a contribué à la relégation à moyen terme des écrivains exilés. L'engagement de ceux qui se voulaient témoins de la situation politique de leur pays a renforcé la tendance ethnocentrique de l'édition et de la réception françaises à réduire cette littérature périphérique à un aspect 166 documentaire, ici l'actualité médiatique de la guerre civile ; tandis que les auteurs étaient partiellement instrumentalisés dans les débats français autour de la mémoire coloniale et de l'immigration postcoloniale. L'internationalisation des écrivains algériens a paradoxalement contribué à la nationalisation symbolique de leur littérature. En Algérie même, l'internationalisation des exilés n'a pas toujours été valorisée, mais stigmatisée comme soumission à un marché français aliénant. À rebours, prendre en compte les enjeux de construction identitaire propres aux sociologies des migrations démontre l'impact à moyen terme de ces littératures sur la reconnaissance d'autres écrivains. Loin d'être un phénomène linéaire, l'internationalisation apparaît davantage dialectique. Ayant vécu tout à la fois la violence intolérante des islamistes et la solidarité française, de la part notamment de pieds-noirs, les écrivains exilés ont été les promoteurs les plus actifs d'identités littéraires algériennes et françaises davantage hybrides et inclusives. Ils ont ouvert la voie à la reconnaissance en France d'écrivains plus âgés ou ayant commencé à publier à la fin de la guerre civile. Le type d'écriture et d'engagement (témoin d'actualité/témoin de l'invisible), la maison d'édition, l'ancienneté de l'auteur dans le champ littéraire, le sexe sont également des facteurs à prendre en compte pour comprendre le sort des écrivains exilés sur le long terme.

1 Andreas Wimmer, Nina Glick Schiller, « Methodological Nationalism and Beyond: Nation-State Building, Migration and the Social Sciences », *Global Networks*, vol. 2, 2002/4, p. 301-334.

2 Michel Espagne, « La notion de transfert culturel », *Revue Sciences/Lettres*, n°1, 18 avril 2013.

3 Pierre Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°89, 1991/4, p. 3-46.

4 Immanuel Maurice Wallerstein, *World-Systems Analysis: An Introduction*, Durham, Duke University Press, 2004.

5 Pascale Casanova, *La République mondiale des lettres*, Paris, Le Seuil, 2008 [1999]. Larissa Buchholz, *The Global Rules of Art*, Princeton, Princeton University Press, 2022.

6 Tristan Leperlier, « Un champ littéraire transnational. Le cas des écrivains algériens », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 224, 2018/4, p. 12-33.

7 Tristan Leperlier, « La langue des champs », *COnTEXTES* [En ligne], 28 | 2020, mis en ligne le 29 septembre 2020, consulté le 20 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/contextes/9297> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/contextes.9297>.

8 Blaise Wilfert, « Cosmopolis et l'Homme invisible. Les importateurs de littérature étrangère en France, 1885- 1914 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°144, 2002/4, p. 33-46. Gisèle Sapiro, Tristan Leperlier, « Les agents de la globalisation éditoriale : stratégies de conquête et de résistance », *Réseaux*, n°226-227, 2021/2, p. 127-153. DOI : 10.3917/res.226-227.0127.

9 Tristan Leperlier, « D'Alger à Paris : des écrivains "aliénés" ? », *Littérature*, n°189, 2018, p. 30-48.

10 Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

11 Rogers Brubaker, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°139, 2001/4, p. 66-85.

12 Edward W. Saïd, *Réflexions sur l'exil, et autres essais*, Arles, Actes Sud, 2004 ; Homi K Bhabha, *Les lieux de la culture : une théorie postcoloniale*, traduit par Françoise Bouillot, Paris, Payot, 2007.

13 Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés contemporaines*, n°44, 2001/4, p. 5-14. Claire Ducournau, *La fabrique des classiques africains : écrivains d'Afrique subsaharienne francophone (1960-2012)*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

14 Ioana Popa, « Dépasser l'exil. Degrés de médiation et stratégies de transfert littéraire chez des exilés de l'Europe de l'Est en France », *Genèses*, n°38, 2000, p. 5-32. Ioana Popa, *Traduire sous contraintes : littérature et communisme, 1947-1989*, Paris, CNRS Éditions, 2010.

Version Auteur. Seule la version publiée doit être citée, et fait foi.

Tristan Leperlier, « Une internationalisation contrariée. Écrivains algériens exilés en France pendant la décennie noire », *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations* n°23, Juin 2023, p. 145-166.

15 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, les Presses de Sciences Po, 2009.

16 Laurent Jeanpierre, « Des hommes entre plusieurs mondes. Étude sur une situation d'exil. Intellectuels français réfugiés aux États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale », thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2004.

17 Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire (dir.), *La fracture coloniale: la société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2006.

18 Sylvie Thénault, « La guerre d'indépendance algérienne. Mémoires françaises », *Historiens et géographes*, n°425, 2014, p. 75-90.

19 Tristan Leperlier, *Algérie, les écrivains dans la décennie noire*, Paris, CNRS Éditions, 2018.

20 Luis Martinez, *La guerre civile en Algérie : 1990-1998*, Paris, Karthala, 1998.

21 Myriam Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

22 Jean-Pierre Peyroulou, *Histoire de l'Algérie depuis 1988*, Paris, La Découverte, 2020.

23 Tristan Leperlier, « L'intelligence qu'on assassine » : 'Endangered intellectual' as a contentious category during the Algerian civil war » in Leyla Dakhli, Pascale Laborier, Frank Wolff (dir.), *Scholars at Risk: History and Politics of the Protection of Endangered Scholars*, Springer VS, in press [halshs-03079390].

24 Nous avons exclu de l'exil les cas de « vacances prolongées », estimant qu'elles ne relevaient pas d'un même phénomène. C'est le cas particulièrement pour ceux qui avaient déjà, selon les mots de certains écrivains, « un pied » en France et pouvaient partir s'y « reposer » quand la tension était trop forte. Au contraire l'exil, même de courte durée, entraîne le plus souvent un certain nombre de difficultés d'installation.

25 Claire Ducournau, *La fabrique des classiques africains*, op. cit.

26 Anne Bernard-Grouteau, *La fuite des cerveaux : exil forcé ou exil doré ?*, Paris, Ellipses, 2007.

27 Abdelmadjid Bennaceur, Mohamed Khandriche, Mohamed Kouidri, *Le nouvel espace migratoire franco- algérien : des données et des hommes*, Aix-en- Provence, Edisud, 1999.

28 Myriam Hachimi Alaoui, *Les chemins de l'exil : les Algériens exilés en France et au Canada depuis les années 90*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 18.

29 Abdelmalek Sayad, « Les trois âges de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 15, 1977, p. 59-79.

30 Selon le Conseil national économique et social, voir *Le Quotidien d'Oran*, 17 décembre 2002.

31 Isabelle Werenfels, *Managing Instability in Algeria: Elites and Political Change Since 1995*, Londres/New York, Routledge, 2007, p. 47. Notre traduction.

32 Entretien personnel inédit, juin 2013.

33 *Algérie Littérature/Action*, n°10-11, 1997, p. 217.

34 Anne Simonin, Pascal Fouché, « Comment on a refusé certains de mes livres [Contribution à une histoire sociale du littéraire] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°126-127, 1999/1-2, p. 103-115.

35 Aïssa Khelladi, « Introduction », *Algérie Littérature/ Action*, n°3-4, septembre-octobre 1996, p. 175.

36 Sylvie Thénault, « La guerre d'indépendance algérienne. Mémoires françaises », op. cit.

37 Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991.

38 *Le Monde*, 24 novembre 1989.

39 Monique Ayoun, Jean-Pierre Stora, *Mon Algérie, 62 personnalités témoignent*, Paris, Acropole, 1989.

40 « [...] [U]ne constellation de personnes qui, à un moment ou un autre, sont passées par l'Algérie. », Paul Thibaud, « Génération algérienne ? », *Esprit*, n°161, mai 1990, p. 46-60.

41 « Mon Algérie », *Les Inrockuptibles*, n°115, 20 août- 2 septembre 1997, p. 71-74. Voir aussi Martine Boyer- Weinmann « L'«Exalgérie natale» d'Hélène Cixous (Si près, 2007) », in Thomas Augais, Mireille Hilsum, Chantal Michel (dir.), *Écrire et publier la guerre d'Algérie : de l'urgence aux résurgences*, Paris, Kimé, 2010. p. 299-312.

42 *Algérie Littérature/Action* n°12-13, juin-septembre 1997, p. 174.

43 Jocelyne Cesary, « L'effet "Airbus" », *Les Cahiers de l'Orient*, n°36-37, 1994-1995. 44 Samuel Phillips Huntington, *Le choc des civilisations*, traduit par Jean-Luc Fidel et al., Paris, Odile Jacob, 1997. Bernard-Henri Lévy, *La pureté dangereuse*, Paris, Grasset, 1994.

45 Tristan Leperlier, *Algérie, les écrivains dans la décennie noire*, op. cit.

46 Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°126-127, 1999/1-2, p. 3-28.

47 Charles Bonn, « Le retour au référent », *Algérie Littérature/Action* n°7-8, janvier-février 1997, p. 201.

48 Bernard Zimmermann, *Algérie Littérature/Action*, n°18-19, février-mars 1998, p. 6.

49 Graham Huggan, *The Postcolonial Exotic: Marketing the Margins*, Londres/New York, Routledge, 2001. Sarah Brouillette, *Postcolonial Writers in the Global Literary Marketplace*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.

50 *Algérie Littérature/Action*, n°3-4, septembreoctobre 1996, p. 176.

51 Tristan Leperlier, « Témoins algériens de la "décennie noire" en France : Sociologie d'une dé/valorisation transnationale », *Europe*, n°1041-1042, 2016, p. 178- 191. Paradoxe équivalent, la revue principale revue de l'exil tchécoslovaque en France de 1960 à 1990 s'appelait *Svědeckví*, Témoignage.

52 Tristan Leperlier, « Une littérature en état d'urgence ? Controverses autour d'une notion stratégique dans la décennie noire », in Ghyslain Lévy, Catherine Mazauric, Anne Roche (dir.), *L'Algérie, traversées*, Paris, Hermann, 2018, p. 99-110.

53 Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Paris, Fayard, 2013.

54 Bruno Blanckeman, « De l'écrivain engagé à l'écrivain impliqué : figures de la responsabilité littéraire au tournant du ^{xxie} siècle », in Catherine Brun, Alain Schaffner (dir.), *Des écritures engagées aux écritures impliquées (littérature française (x^{xie}-xx^{ie} siècles)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2015, p. 161-169.

55 Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°176-177, 2009/1-2, p. 8-31.

56 Michel Foucault, « L'intellectuel et ses pouvoirs (1984) », in *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, vol. 4, 1994, p. 676-677.

57 *Algérie Littérature/Action* n°22-23, juin-septembre 1998, p. 291.

58 Christine Détrez, *Femmes du Maghreb, une écriture à soi*, Paris, La Dispute, 2012.

59 Christiane Achour, Noûn, *algériennes dans l'écriture*, Biarritz, Atlantica, 1998.

60 Tristan Leperlier, « Un champ littéraire transnational », op. cit.

Version Auteur. Seule la version publiée doit être citée, et fait foi.

Tristan Leperlier, « Une internationalisation contrariée. Écrivains algériens exilés en France pendant la décennie noire », *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations* n°23, Juin 2023, p. 145-166.

61 Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », op. cit., André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs*, traduit par Éric Hazan et traduit par Michel Luxembourg, Paris, La Fabrique, 1999. John Thompson, *Merchants of Culture: The Publishing Business in the Twenty-First Century*, Cambridge (UK), Polity, 2010.

62 Kamel Daoud, « L'identité en spectacle », *El Watan*, 27 mai 1997. Supplément culturel titré « Culture exilée ou culture de l'exil ».

63 Samir Benmalek, « La seconde vie du roman algérien », *Le Matin*, 29 août 2002.

64 Préface à *Nouvelles d'Algérie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1998. L'autrice souligne.

65 Entretien personnel inédit avec Maïssa Bey, Oran, 21 mai 1992.

66 Entretien avec Mohammed Zaoui, *El Watan*, 28 juin 1994.

67 Archives Algérie Littérature/Action, Boîte « courrier 1996 », lettre du 20 juin 1996.

68 Algérie Littérature/Action, n°5, novembre 1996, p. 211.

69 Entretien personnel inédit avec Louis Gardel, Paris, 6 mai 2015.

70 Aziz Yemloul, « Mots-ments instantanés avec Anouar Benmalek », *El Watan*, 31 août 2004. [<https://www.elwatan.com/edition/culture/mots-ments-instantanes-avec-anouar-benmalek-31-08-2004>] (consulté le 4 novembre 2022).

71 Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés contemporaines*, n°44, 2001/4, p. 10.

72 Ce que Clara Lévy, reprenant une expression d'Erving Goffman, appelle la « politique de l'identité » : Clara Lévy, *Écritures de l'identité. Les écrivains juifs après la Shoah*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

73 Charles Bonn, « Paysages littéraires algériens des années 90 et post-modernisme littéraire maghrébin », op. cit.

74 Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 2002/5, p. 3-8.

75 Vincent Geisser, « Des Voltaire, des Zola musulmans... ? Réflexion sur les « nouveaux dissidents » de l'islam », *Revue internationale et stratégique*, n°65, mars 2007, p. 143-156.

76 Ce type d'engagement se perpétue aujourd'hui, avec les prises de position de Boualem Sansal ou de Kamel Daoud.

77 Tristan Leperlier, « D'Alger à Paris », op. cit.

78 Sophie Noël, *L'édition indépendante critique : engagements politiques et intellectuels*, Villeurbanne, ENSSIB, 2012.

79 Entretien personnel inédit avec Malika Boussouf, Alger, 21 avril 2014.

80 Hervé Serry, *Les Éditions du Seuil. 70 ans d'histoires*, Paris, Le Seuil, 2008.

81 Algérie Littérature/Action, n°5, novembre 1996, p. 212.

82 Tristan Leperlier, « Camus et la "littérature algérienne" : une notion stratégique dans l'espace littéraire francophone », *French Politics, Culture and Society*, vol. 35, 2017/3, p. 68-90.

83 Albert Camus, *Le premier homme*, Paris, Folio, 2000 [Gallimard, 1994]. Sa biographie paraît peu après : Olivier Todd, *Albert Camus : une vie*, Paris, Gallimard, 1996.

84 Algérie Littérature/Action n°12-13, juin-septembre 1997, p. 258.

85 Algérie Littérature/Action, n°12-13, juin-septembre 1997, p. 153-158.

86 Anouar Benmalek, *Chroniques de l'Algérie amère : 1985-2011*, Alger, Casbah, 2011, p. 246.

87 Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Amsterdam, 2013, Yvan Gastaut, « Un écho de la Marche pour l'égalité : la victoire "black-blanc-beur" de 1998. ou le football comme avant-garde du débat sur la France plurielle », *Africultures*, vol. 97, 2014/1, p. 224-233.

88 Denise Brahimi a, la première, utilisé la notion de « mythe andalou » dans une recension, Algérie Littérature/Action n°10-11, avril-mai 1997, p. 184. Nous nous inspirons des analyses de Lucienne Martini, « Littérature et travail de mémoire » in Jean- Robert Henry, Ahmed Mahiou (dir.), *Où va l'Algérie ?*, Aix-en-Provence, IREMAM, 2013, p. 347-365. Voir Tristan Leperlier, « L'Algérie coloniale, ou l'Andalousie heureuse », *Socio-anthropologie*, n°37, juin 2018, p. 107-121.

89 Gabriel Martinez-Gros, « Le mythe andalou dans l'histoire de l'islam », *MARS*, n°9, 1998, p. 19-23.

90 Kaoutar Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne : des écrivains à l'épreuve*, Paris, Pauvert, 2016, p. 81-83.

91 Il avait été intégré au programme du secondaire en 1985, mais de manière seulement incitative.

92 Sylvie Ducas, « L'entrée en littérature française de Kamel Daoud : Camus sinon rien ! », *Littératures*, n°73, 2015, p. 185-197.

93 Entretien personnel inédit avec Jean-Marie Laclavetine, Paris, 4 septembre 2014.